



HAL
open science

Les étudiants face à la convergence des attaques

Christophe Mileschi

► **To cite this version:**

| Christophe Mileschi. Les étudiants face à la convergence des attaques. Délibéré, 2018. hal-04425183

HAL Id: hal-04425183

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-04425183>

Submitted on 29 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les étudiants face à la convergence des attaques

Une protestation s'est levée dans les universités, chez les étudiants, bientôt soutenus par de nombreux personnels, déjà soucieux des changements récents et prêts à débouter celui qui s'annonce¹. Le déclic ? Une *nouvelle* réforme de l'université, qui, sous le nom flatteur de loi Orientation et Réussite des Étudiants (ORE), impose un tri sur dossier à l'entrée en première année, par l'entremise de la plate-forme ParcoursSup. Changement radical de paradigme, quant à la loi, toute admission en Licence 1 devenant désormais sélective : quelques filières seulement étaient jusqu'ici « en tension » (par l'effet combiné de l'augmentation de la population étudiante et de la stagnation ou même régression des moyens), désormais, artificiellement mais effectivement, elles le seront quasiment toutes². Et parodie d'orientation, quant au dispositif de tri, présenté comme plus équitable que le tirage au sort (moins de 8% d'étudiants concernés en 2017), mais scandaleusement (au choix, on peut cocher plusieurs cases) : ingérable, parodique, mensonger, pervers, idéologique³.

Dans les discours des zéloteurs du gouvernement aussi bien que dans les grands médias dépendants⁴, cette protestation fait l'objet d'un traitement à dire peu sommaire, l'essentiel des « reportages » et « analyses » se focalisant sur la question du « blocage ».

1 Voir https://www.francetvinfo.fr/choix/tribune-une-selection-absurde-plus-de-400-enseignants-chercheurs-denoncent-la-reforme-de-l-acces-a-l-universite_2693044.html

2 Voir <https://collectifp3.wordpress.com/2018/04/10/parcoursup-a-paris-3-les-chiffres/>

3 Voir par exemple cette analyse du groupe Jean-Pierre Vernant : http://www.groupejeanpierrevernant.info/#_itnref7. Dès lors que les 20 % des « meilleurs » candidats (les « premiers de cordée », type : bac S, lycée coté, bons résultats scolaires) à l'entrée à l'université satureront à eux seuls, dans un premier temps, *toutes les places disponibles*, puisque les vœux émis ne sont plus hiérarchisés (ils l'étaient avec APB), *chacun des autres recevra* d'abord ce message : *tu es un étudiant* de deuxième zone. Sans doute la bonne façon de garantir une Orientation vers la Réussite... Les candidats de la deuxième vague devront attendre que ceux de la première aient fait leur choix. Au fil de l'eau, avec des temps de réponse imposés de plus en plus courts (7 jours, *puis 3, puis 1*), les candidats qui resteront en lice (qui tour à tour recevront le message : non, pardon, *tu es un étudiant* de troisième, de quatrième zone...) devront choisir parmi les offres qui leur seront faites. *Inutile d'insister sur l'extension du culte de la compétition/hiérarchisation que, sous prétexte de rationalité technique, promeut l'algorithme ParcoursSup*. Il est en outre prévisible que les formations privées, même (surtout?) médiocres, tirent grassement profit de cette guerre des nerfs entre universités et aspirants étudiants.

4 Par opposition aux rares médias indépendants (*Le Monde Diplomatique, Médiapart, Siné mensuel, Le Canard enchaîné, Le Média tv, quelques « radios libres »...*, de très moindre importance en termes de lectorat ou taux d'audience) du panorama médiatique français, je propose d'appeler les grands médias les *médias dépendants*, que cette dépendance relève de l'intérêt privé (TF1, Canal +, M6, RMC, Europe 1, BFM, *Le Monde*, CNews, etc.) ou du contrôle étatique.

Or, le « blocage » (que nombre d'étudiants mobilisés préfèrent appeler « occupation », « université libre ») est certes spectaculaire et, même parmi les opposants à la loi, objet d'opinions divergentes⁵ ; mais ce n'est qu'une des modalités d'action choisies par les protestataires. Elle se diversifie d'ailleurs aussitôt en une foule d'initiatives politiques : autogestion, cours alternatifs, autoconférences, création de circuits parallèles d'information, automédias, commissions de débat et réflexion sur de multiples thèmes de société, organisation de l'extension du mouvement, j'en passe. Surtout, l'occupation, qui perturbe sciemment le cours normal des activités universitaires, est pensée comme un outil, aucunement comme une fin. Il s'agit de *créer une situation*, un moment d'exception, propre à attirer l'attention⁶, à alerter des étudiants et des personnels qui, tant que la lutte se limite à ses formes courantes (tracts, manifestations, information syndicale, brèves réunions entre les cours...), restent invinciblement à l'écart, au mieux dans une forme de sympathie vague, distante et inopérante, ou dans l'indifférence du train-train.

On dira peut-être : on force donc la main aux gens ? Après tout, s'ils se montraient indifférents, c'est qu'ils n'en avaient rien à faire, de cette loi, ou même qu'ils l'approuvaient. Et s'ils sortent soudain du train-train, ce n'est pas pour ou contre la loi, mais parce qu'on les empêche d'accéder aux bâtiments, d'aller en cours, de passer ou faire passer les examens... Ce n'est donc pas par intérêt réel qu'ils prennent part aux débats, mais juste pour tenter de faire voter la fin de l'occupation, voire la fin du mouvement.

D'une part, les diverses prises de parole montrent que ce n'est pas aussi schématique : souvent, les étudiants opposés au blocage commencent par déclarer que la cause défendue est juste. C'est le moyen adopté dont ils contestent l'efficacité ou la légitimité. Certains, du reste, changent d'avis au cours d'assemblées générales de plusieurs heures, qui voient s'alterner à la tribune des partisans de l'une ou l'autre

5 L'occupation pose de nombreuses questions, constitue peut-être une manière d'aporie. Voir par exemple : <https://esprit.presse.fr/actualites/febvre-issaly-matthieu/la-double-peine-de-l-universite-41498>. L'occupation expose aussi au risque d'un débordement par des éléments extérieurs, au mieux indifférents à la mobilisation et à ses causes, dont il n'est pas insensé de supposer que leurs exactions sont pilotées, ou au moins (si on répugne naïvement à croire qu'il pourrait y avoir, au pays des droits de l'homme, des formes de « stratégie de la tension »), instrumentalisées.

6 Une conséquence immédiate du blocage, c'est que les grands médias dépendants sont contraints de s'y intéresser. Globalement, pour tenter de discréditer la protestation, certes ; mais rien de pire que l'indifférence réservée à la contestation « classique », par exemple des enseignants.

tendance.

D'autre part, les adeptes de l'occupation estiment qu'une partie de celles et ceux qui étaient dans l'indifférence l'étaient pour de « mauvaises raisons » : par inertie, désespoir, résignation, inquiétude circonstancielle pour leurs cours et leurs examens, et, surtout, par manque d'information. L'occupation se pose ici comme une tentative d'antidote au martelage médiatique en faveur de la loi, une entreprise de contre-information s'opposant à ce qui est perçu comme une désinformation officielle.

Ensuite, les partisans du blocage considèrent que ses effets négatifs éventuels – y compris et d'abord pour eux-mêmes : ce sont souvent des étudiants mobilisés depuis des mois, qui depuis des mois font donc passer leur propre intérêt comptable au second plan – sont minimes si on les compare aux conséquences destructrices à court et long terme de la loi qu'ils combattent. Menacer quelques examens est regrettable, mais (outre qu'ils espèrent l'aide de leurs enseignants dans la recherche d'alternatives aux examens ordinaires) cela leur semble beaucoup moins grave que de laisser compromettre pour longtemps l'avenir et le modèle de l'université.

Enfin, et c'est un point au moins aussi important que l'opposition à la seule loi ORE, les mobilisés (étudiants ou autres) conduisent une analyse globale du modèle de société où l'université qu'on leur promet prend place : l'idéologie (le système de valeurs, la *Weltanschauung*) qui sous-tend la réforme universitaire devient à leurs yeux une métonymie et un aveu de celle qui règle les décisions en acte dans d'autres secteurs et domaines, de la réforme du statut des cheminots à celle de la justice, du traitement infligé aux migrants à la restriction des droits du travail, de la privatisation générale des services publics à la précarisation grandissante de la condition salariale, de l'augmentation du budget militaire à la baisse des aides au logement. En opérant ces liens, les étudiants ne sont pas hors-sujet : ils montrent au contraire, de manière exemplaire, que l'université a encore réussi, malgré les dégradations dont elle fait l'objet depuis des décennies, à jouer pleinement son rôle : elle les a équipés de connaissances et d'outils conceptuels propres à leur permettre d'étayer et de développer leur pensée, leur sens critique, leur liberté de jugement.

Quoi qu'en disent les grands médias dépendants et les sectateurs du gouvernement, la

protestation actuelle n'a rien d'épisodique, rien de marginal, et ne saurait être réduite à la loi ORE⁷. Ce qui s'affirme explicitement, c'est un désir urgent de questionner l'ordre des choses, à l'université et ailleurs. C'est-à-dire l'ordre que la politique néolibérale s'emploie depuis des décennies à imposer.

Quoi d'étonnant ? Si nos gouvernants n'étaient à ce point éloignés de la réalité vécue par l'immense majorité, s'ils n'étaient à ce point hors-sol ; s'ils avaient un peu de bon sens ou, disons, une dose de vraie bonne foi ; s'ils voulaient véritablement œuvrer au bien public et dans l'intérêt commun, plutôt qu'au service de l'oligarchie financière ; s'ils pouvaient un instant se mettre à la place d'une jeunesse à qui tout annonce qu'elle aura globalement la vie plus dure, plus incertaine, plus menacée, socialement et financièrement, que les quatre générations précédentes, qu'elle perdra bon nombre des secours, recours, aides et protections que le Législateur avait naguère veillé à offrir, dans un souci d'égalité, de liberté et de fraternité républicaines, et dans la conscience assumée que davantage de sécurité pour toutes et tous, c'est davantage de démocratie, et non l'inverse ; si, en somme, au lieu de calculer la meilleure façon médiatocratique d'imposer des sacrifices incessants au nom d'une prétendue crise, d'une unidirectionnelle évolution des temps, d'une supposément nécessaire adaptation aux lois autoproclamées du marché, nos gouvernants acceptaient, sinon de réfléchir vraiment, du moins d'entendre honnêtement la souffrance du plus grand nombre et de travailler honnêtement à la prévenir plutôt qu'à l'exaspérer ; s'ils faisaient ne serait-ce qu'un instant cet effort, cette expérience de pensée, nos gouvernants, ceux qui se succèdent sur les trônes de la démocratie depuis des décennies, comprendraient sans délai que la protestation qui se lève dans les universités n'est qu'une des formes de la récusation générale du monde qu'ils incarnent et défendent.

Mais que dis-je ? Les gouvernants l'ont parfaitement compris, bien sûr. Ils savent, bien sûr, que s'il faut craindre la convergence des luttes – étudiants, cheminots, postiers, salariés de telle enseigne de la grande distribution ou de tel opérateur de la téléphonie, fonctionnaires, retraités, hospitaliers, précaires de tous horizons,

7 Des soutiens aux étudiants mobilisés le confirment. Par exemple : <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/180418/les-etudiant-e-s-ont-raison-de-se-revolter-contre-l-ordre-de-la-selection-et-de-la-rep>

travailleurs sans-papiers et sans droits, toutes et tous réunis dans la conscience de l'adversaire commun –, c'est parce qu'ils orchestrent depuis longtemps la convergence des attaques. Parce qu'ils coordonnent la destruction des solidarités, des garanties sociales, des contre-pouvoirs. Parce qu'ils œuvrent à laisser le champ libre au Pognon-Roi, au Pognon-Dieu, à la Toute-Puissance financière : à un Économisme scientiste, ou pire, de droit divin, qui s'est désormais paré de tout l'indiscutable, de tout l'incontestable de la Religion de jadis.

Il est temps de séparer cette nouvelle Église de l'État.

Christophe Mileschi